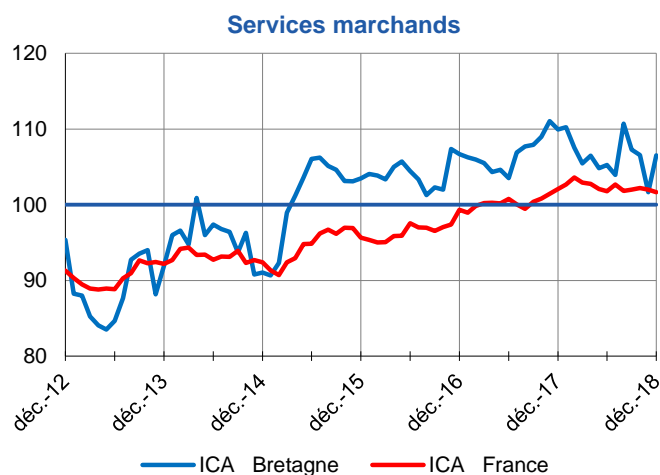
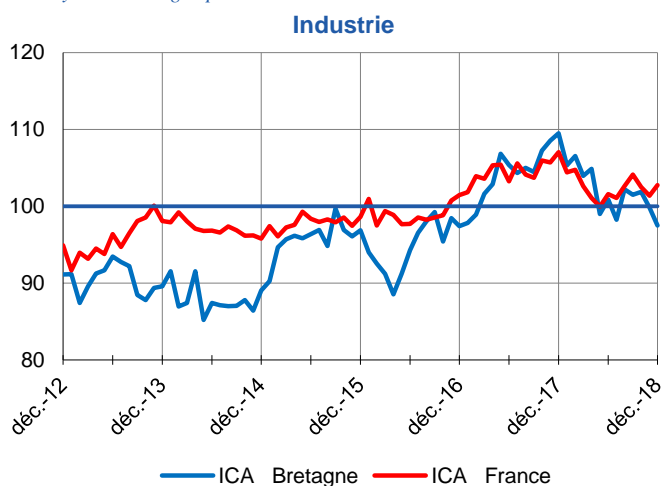


## Contexte conjoncturel

### Indicateur du Climat des Affaires

Un indicateur du climat des affaires permet une lecture rapide et simplifiée de la situation conjoncturelle. Il résume par une variable synthétique l'évolution des soldes d'opinion qui présentent des évolutions similaires dans le temps. En hausse, il traduit une amélioration du climat conjoncturel ; en baisse, sa dégradation. 100 = moyenne de longue période



### Contexte National

**Après une nette embellie en 2017, l'activité économique a marqué le pas au tournant de l'année 2018.**

Le ralentissement a été sensible dans l'industrie, avec au final un repli du climat des affaires mesuré par la Banque de France à 103 fin 2018, contre 107 fin 2017 (pour une moyenne de long terme de 100). La dégradation du climat des affaires a en revanche été plus modérée dans le secteur des services marchands (102 en décembre 2018, contre un point haut à 104 en janvier) et le secteur de la construction a mieux résisté encore, avec une stabilisation de l'indicateur du climat des affaires autour de 105 en 2018.

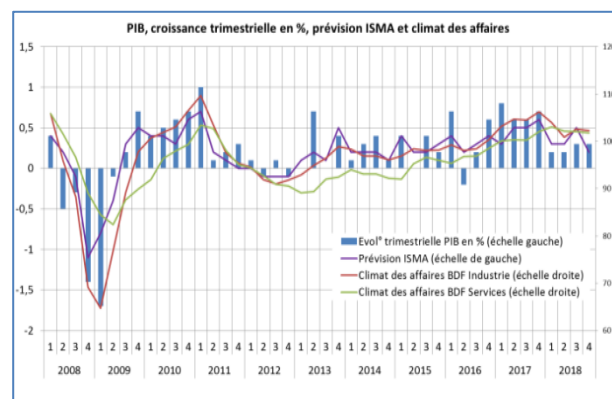
La dégradation de la conjoncture française s'inscrit dans un contexte plus global de **détérioration de l'environnement international**, sur fond de tensions commerciales croissantes, de vulnérabilité des économies émergentes et de volatilité des marchés financiers.

Cependant, au-delà des facteurs internationaux, l'économie française reste handicapée par des faiblesses structurelles propres, en particulier **une dette publique élevée** (99% du PIB en 2017) dont la charge pèse sur les finances du pays (1,9% du PIB en 2017) et **une compétitivité insuffisante**, qui se traduit par un solde des transactions courantes négatif chaque année depuis 2007 (-0,6% du PIB en 2017).

La France, comme les autres économies de la zone euro, a continué de bénéficier en 2018 du soutien apporté par la politique de bas taux d'intérêts et le programme d'achats d'actifs menés par la Banque Centrale Européenne. De fait, **le rythme de croissance des crédits est resté élevé**, avec une hausse sur un an de 6,1% en novembre 2018 pour les sociétés non financières comme pour les particuliers.

**En 2018, la croissance du PIB de la France s'est établie à 1,5% seulement.**

Elle avait atteint 2,3% en 2017, soit son plus haut niveau depuis 2007.



Le ralentissement de l'investissement, notamment a été sensible (+2,9% en 2018 contre +4,7% en 2017).

La consommation des ménages n'a crû que de 0,8% en 2018 (après +1,1% en 2017), pénalisée par un **redressement de l'inflation** (hausse de 2,1% de l'indice des prix à la consommation harmonisé en 2018, après +1,2% en 2017) lié en particulier à la hausse jusqu'à l'été des prix énergétiques.

**Selon les projections macroéconomiques publiées en décembre par la Banque de France** (<https://www.banque-france.fr/economie/projections-macroeconomiques-france>), la croissance du PIB demeurerait à 1,5% en 2019, tandis que l'inflation fléchirait à 1,6%.

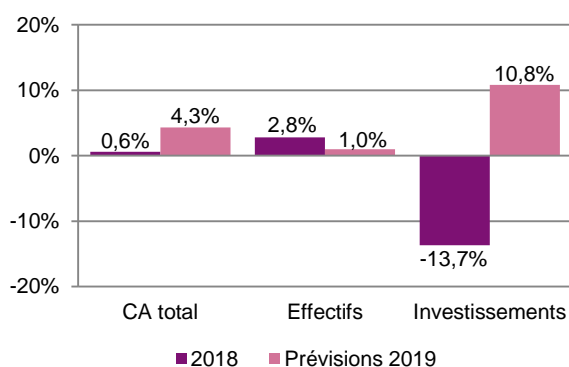
Le taux de chômage poursuivrait sa décrue, atteignant 9,1% en moyenne en 2018 puis 8,9% en 2019, après 9,4% en 2017.

En 2018, conformément aux prévisions formulées l'an dernier, l'activité, appréciée dans son ensemble, s'est encore accrue mais à un rythme moindre. Globalement, les résultats de la Bretagne apparaissent la résultante d'une consolidation, attendue, dans le « secteur industriel », d'une nouvelle augmentation, un peu moins forte que prévue cependant, dans les « services marchands » et d'une trajectoire restée ascendante au sein de la « construction ». Malgré les difficultés persistantes et générales rencontrées par les entreprises, de tous secteurs, pour trouver de la main-d'œuvre disponible, les effectifs ont progressé de façon tangible ; si les services marchands ont continué d'être le principal contributeur, le secteur de la construction, et plus encore de l'industrie, ont, cette année, apporté une quote-part en hausse, et significative, au renforcement des emplois dans la Région. Enfin, après la hausse enregistrée lors de l'exercice précédent, les dépenses d'investissement se sont, globalement, contractées.

Pour 2019, les chefs d'entreprise tablent sur un raffermissement de l'activité. Pour la première fois depuis de nombreuses années, c'est l'industrie qui connaîtrait la plus forte accélération d'activité, laquelle s'accompagnerait d'une hausse plus limitée des recrutements mais d'un rebond des investissements. Une nouvelle fois, la hausse du chiffre d'affaires et des effectifs serait dynamique dans les services marchands. Le raffermissement de la production se poursuivrait dans la construction, à un rythme ralenti mais avec des intentions d'embauches de même niveau que les réalisations 2018.

### Industrie

(variation redressée par les effectifs ACOSS - URSSAF 2017)



En 2018, la légère hausse du chiffre d'affaires total de l'industrie est principalement imputable à la bonne tenue de l'activité dans le secteur de la fabrication de « matériels de transport ».

Les « autres produits industriels » et les « industries alimentaires », bien qu'ayant enregistré des progrès plus ténus, ont tout de même aussi contribué à cette progression.

A un an d'écart, la variation des effectifs industriels s'est, de nouveau, avérée positive, à un rythme jamais atteint depuis 2011.

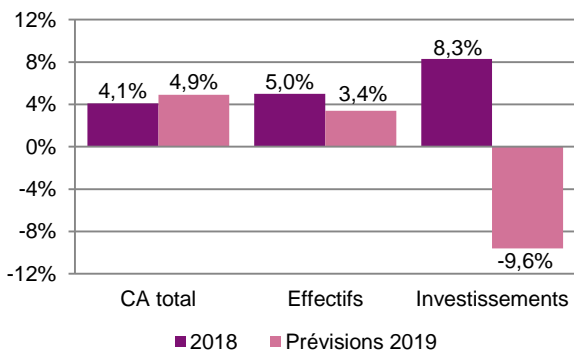
Comparés à l'an dernier, les investissements se sont repliés plus significativement que prévu.

Cette année, l'industrie connaîtrait une croissance nettement plus soutenue de son chiffre d'affaires, laquelle induirait une nouvelle augmentation des emplois salariés, de moindre ampleur toutefois qu'en 2018.

Ce contexte plus porteur serait propice à un rebond des investissements

### Services Marchands

(variation redressée par les effectifs ACOSS - URSSAF 2017)



En 2018, le chiffre d'affaires des « services marchands » a progressé légèrement en-dessous des prévisions formulées l'an dernier.

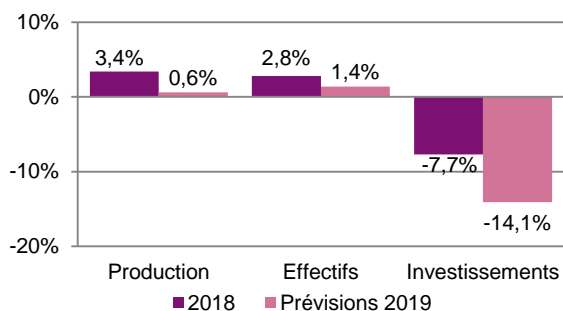
En revanche, les effectifs ont continué de croître à un rythme supérieur à celui qui avait prévalu en 2017 et qui s'avère le plus fort depuis 2010.

Toujours dynamiques, les investissements ont continué de s'accroître dans des proportions comparables à celles de l'exercice précédent.

En 2019, la croissance de l'activité gagnerait en consistance mais le renforcement des effectifs resterait freiné par les difficultés récurrentes à trouver de la main-d'œuvre disponible et formée.

### Construction

(variation redressée par les effectifs ACOSS - URSSAF 2017)



Dans le secteur de la construction, l'évolution de la production totale a été supérieure à ce que ne le laissaient supposer les anticipations formulées l'an dernier (+ 2,1%).

Cette poursuite de l'amélioration de l'activité a permis d'amplifier le mouvement haussier amorcé l'an dernier en matière d'effectifs.

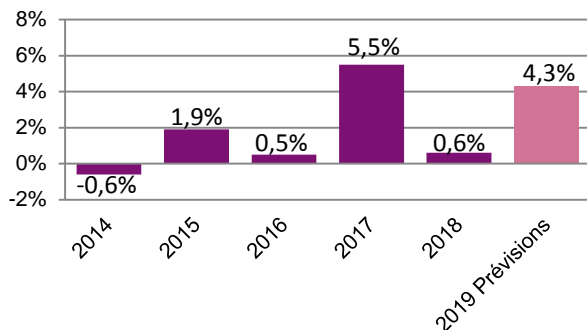
Confirmant les prévisions émises l'an dernier, les dépenses d'investissement ont vu leur niveau se réduire.

Pour 2019, les perspectives sont prudentes, tout en excluant tout retournement de tendance, avec une production et des effectifs qui augmenteraient moins vite et des dépenses d'investissement dont le recul s'amplifierait.

## CHIFFRE D'AFFAIRES

### Évolution du chiffre d'affaires en 2018

(variation redressée par les effectifs ACOSS - URSSAF 2017)



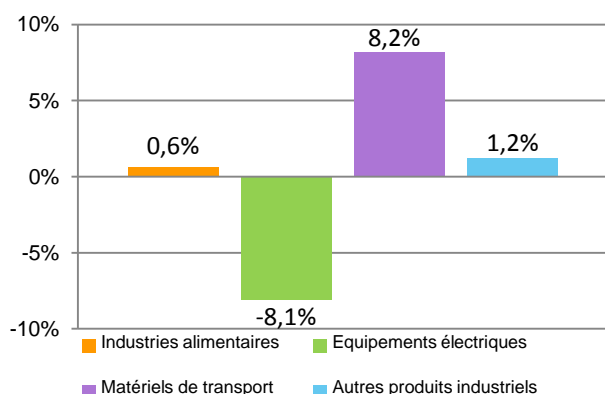
En 2018, bien en phase avec les prévisions émises l'an dernier à pareille époque par les industriels (+ 0,4%), le chiffre d'affaires global de l'industrie n'a que très légèrement progressé.

Cette évolution peu prononcée masque cependant des disparités importantes entre les grands secteurs, avec notamment cette année, une activité « construction automobile » qui a largement profité à l'économie régionale.

Pour 2019, les chefs d'entreprise prévoient une augmentation sensible du chiffre d'affaires global de l'industrie.

### Évolution du chiffre d'affaires 2018 par secteurs

(variation redressée par les effectifs ACOSS - URSSAF 2017)



Contrairement à l'an passé, les secteurs industriels n'ont pas tous connu en 2018 une évolution positive de leur chiffre d'affaires.

C'est ainsi que l'activité s'est significativement repliée dans les « équipements électriques », sous l'influence, principalement, de la fabrication de « machines et équipements ».

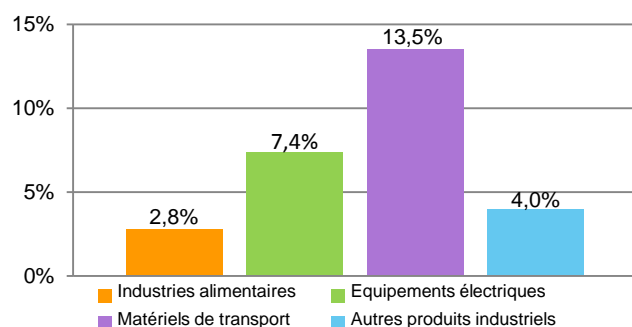
Après la nette augmentation de l'an passé, l'activité a marqué de timides avancées dans l'industrie agroalimentaire, le bon comportement de la fabrication de « produits de boulangerie-pâtisserie, pâtes » et « d'autres produits alimentaires » ayant contrebalancé le retrait dans l'« industrie des viandes ».

Dans le secteur des « autres produits industriels », le chiffre d'affaires a aussi marqué quelques avancées.

Quant à l'activité dans la fabrication des « matériels de transport », elle s'est intensifiée, sous l'effet de l'accélération des rythmes de fabrication dans l'industrie automobile.

### Prévision du chiffre d'affaires 2019 par secteurs

(variation redressée par les effectifs ACOSS - URSSAF 2017)



En 2019, le chiffre d'affaires total de l'industrie repartirait à la hausse de manière sensible et cette amélioration concernerait, à des degrés divers, tous les secteurs.

Les avancées les plus importantes seraient enregistrées dans les « matériels de transport » du fait de perspectives qui resteraient favorables au sein de l'« industrie automobile ».

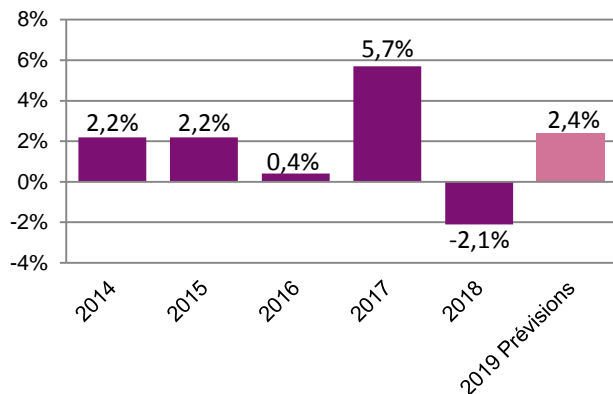
À un degré moindre, les « autres produits industriels » et les « équipements électriques » bénéficieraient, notamment, par voie de ricochet, de cet environnement plus porteur via leurs équipementiers respectifs.

Enfin, le secteur agroalimentaire verrait aussi, mais de façon plus modeste, son chiffre d'affaires se développer.

## EXPORTATIONS

### Évolution d'ensemble des exportations en 2018

(variation redressée par les effectifs ACOSS - URSSAF 2017)



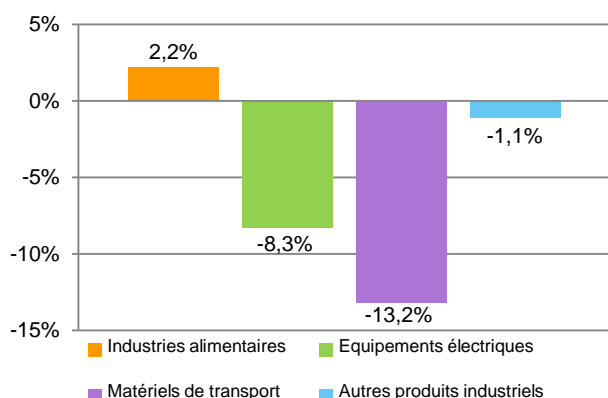
En décalage avec les prévisions faites lors de la précédente enquête, les exportations industrielles ont connu une contraction en 2018.

Les évolutions dans ce domaine apparaissent cependant assez hétérogènes entre les secteurs.

L'exercice 2019 devrait voir une croissance mesurée des exportations, à un rythme assez comparable à celui des années précédant la reprise de 2017.

### Évolution du chiffre d'affaires à l'exportation par secteurs en 2018

(variation redressée par les effectifs ACOSS - URSSAF 2017)



Sous l'influence bénéfique des performances à l'étranger des secteurs de la « boulangerie-pâtisserie » et de la « fabrication de produits laitiers » et « aliments pour animaux », les « industries alimentaires » ont connu un raffermissement modéré de leur chiffre d'affaires à l'exportation.

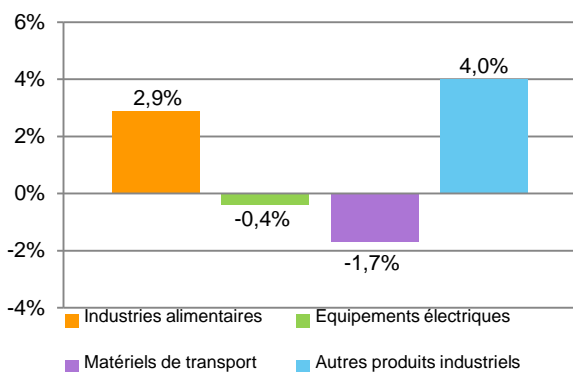
Les « autres produits industriels » ont vu leur activité légèrement se réduire.

Le secteur des « équipements électriques » a connu une contraction relativement nette du niveau de ses exportations, après, il est vrai, plusieurs exercices consécutifs de hausse.

Hors prise en compte de l'activité de production de véhicules particuliers, les exportations ont continué de nettement reculer dans les « matériels de transport ».

### Prévisions d'évolution du chiffre d'affaires à l'exportation par secteurs en 2019

(variation redressée par les effectifs ACOSS - URSSAF 2017)



Les exportations du secteur agroalimentaire devraient continuer de croître en 2019, sous l'effet d'une nouvelle augmentation dans la « boulangerie-pâtisserie » et d'une meilleure orientation de l'« industrie des viandes ».

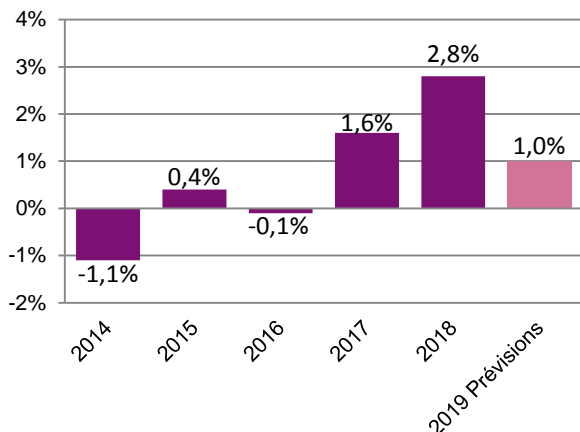
De façon relativement diffuse, le secteur des « autres produits industriels » devrait voir ses ventes à l'étranger repartir à la hausse.

Les « équipements électriques » et la fabrication de « matériels de transports » (hors production de véhicules particuliers) reculeraient encore mais de manière beaucoup moins nette.

## EFFECTIFS

### Évolution des effectifs en 2018

(variation redressée par les effectifs ACOSS - URSSAF 2017)



Après le renforcement qui avait caractérisé l'exercice 2017, les effectifs ont encore été orientés à la hausse mais dans des proportions supérieures aux prévisions formulées par les industriels un an plus tôt.

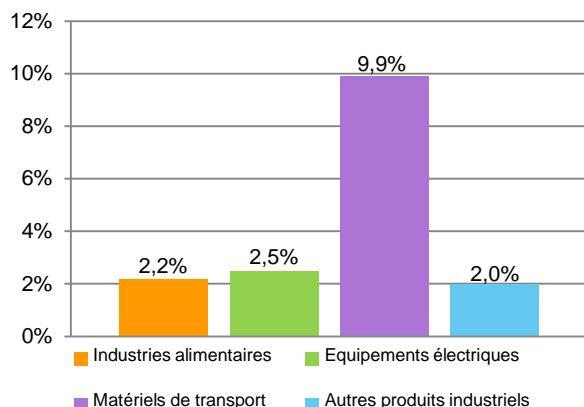
Une nouvelle fois, le dynamisme s'est avéré proportionnel à la taille puisque ce sont celles employant plus de 500 salariés qui ont le plus renforcé leurs effectifs (+ 4,0%).

Le niveau des emplois intérimaires a sensiblement progressé.

Pour 2019, les industriels font preuve d'un moindre optimisme dans leurs prévisions en anticipant une augmentation plus limitée des recrutements ; cette tendance s'accompagnerait d'une baisse notable des emplois intérimaires.

### Évolution des effectifs par secteurs en 2018

(variation redressée par les effectifs ACOSS - URSSAF 2017)



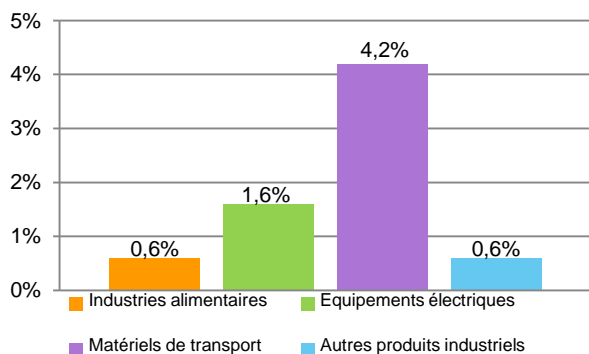
Comme en 2017, le niveau des effectifs a augmenté dans tous les secteurs.

Conséquence directe de l'élévation des cadences de production dans la « construction automobile », une accélération est intervenue dans les « matériels de transport ».

Les effectifs se sont également étoffés, dans des proportions similaires, au sein des « équipements électriques », des « industries alimentaires » et des « autres produits industriels ».

### Prévisions d'évolution des effectifs par secteurs en 2019

(variation redressée par les effectifs ACOSS - URSSAF 2017)



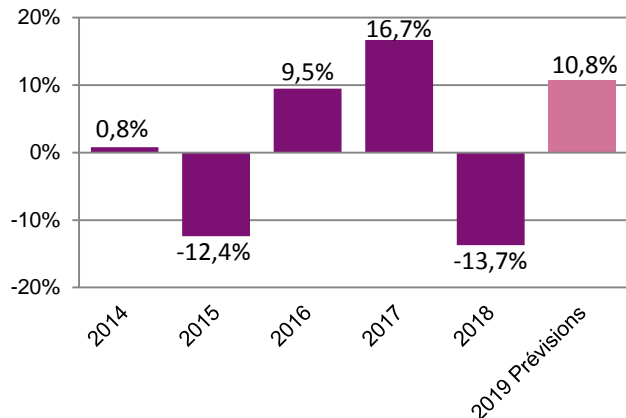
Pour 2019, les industriels apparaissent prudents puisqu'ils émettent l'hypothèse d'une augmentation moins rapide des effectifs.

Pour autant, ces derniers continueraient de s'étoffer dans la majorité des grands secteurs de l'industrie mais d'une façon qui resterait toutefois plus marquée dans les « matériels de transport ».

**INVESTISSEMENTS**

**Évolution des investissements en 2018**

(variation redressée par les effectifs ACOSS - URSSAF 2017)



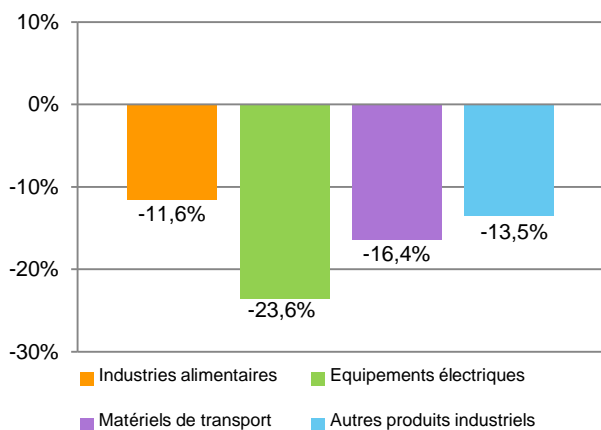
Comme cela était annoncé, l'année s'est soldée par un recul des investissements plus accentué que ne le laissaient supposer les prévisions formulées début 2018 par les chefs d'entreprise (- 6,6%).

Toutes les tailles d'entreprises ont été affectées par cette diminution.

En 2019, le rebond des investissements escompté par les industriels se matérialiserait par un nombre plus important d'entreprises envisageant une extension de leurs capacités productives.

**Évolution des investissements par secteurs en 2018**

(variation redressée par les effectifs ACOSS - URSSAF 2017)



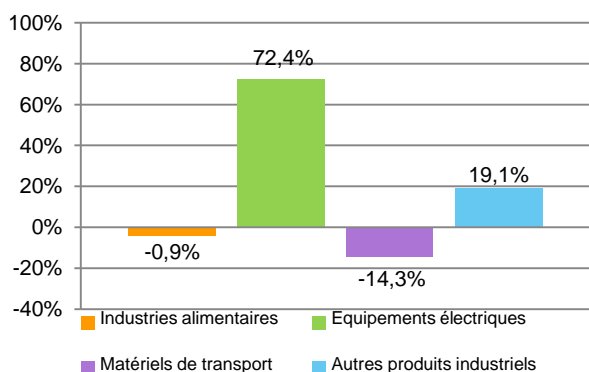
Au sein de l'industrie, la baisse a concerné tous les grands secteurs.

Si la réduction des investissements a été peu moins forte que prévue dans les « industries alimentaires », en revanche, au sein des « équipements électriques » le recul s'est avéré en tous points en phase avec les prévisions.

S'agissant des « matériels de transport » et des « autres produits industriels », les évolutions des dépenses d'investissement ont été aussi nettement revues à la baisse et, en tout état de cause, dans des proportions supérieures aux anticipations recueillies à l'occasion de la précédente enquête.

**Prévisions d'évolution des investissements par secteurs en 2019**

(variation redressée par les effectifs ACOSS - URSSAF 2017)

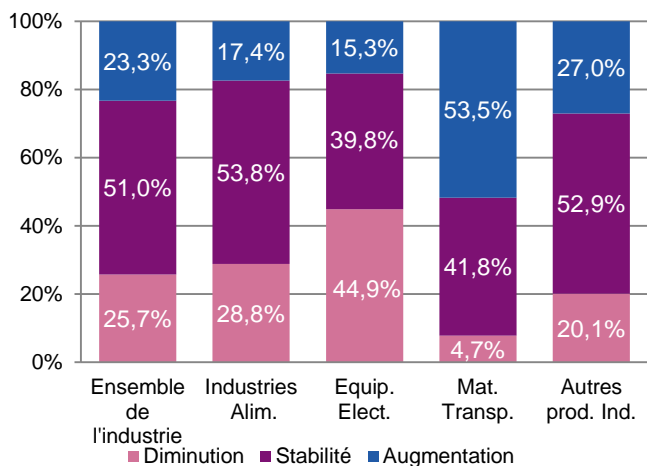


Après la contraction intervenue en 2018, un rebond des investissements serait observé, sous l'effet de la réalisation de programmes importants, à la fois dans les « équipements électriques » et, à un degré moindre, au sein des « autres produits industriels ».

## RENTABILITÉ

### Évolution de la rentabilité d'exploitation en 2018

(en soldes d'opinion bruts redressés par les effectifs ACOSS - URSSAF 2017)



Dans l'ensemble, les industriels interrogés estiment qu'en 2018 leur rentabilité d'exploitation se serait légèrement effritée.

Cette année, la baisse du taux du CICE conjuguée à la hausse des coûts d'approvisionnement des matières premières ont eu pour effet de peser négativement sur les résultats nets des entreprises.

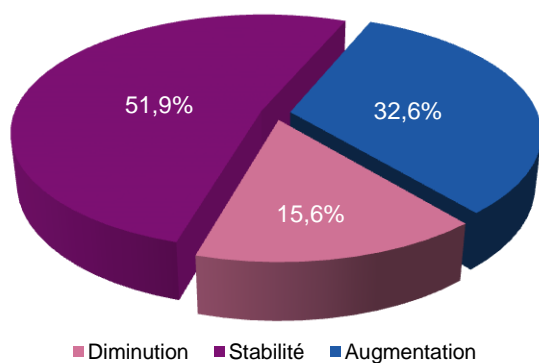
A un an d'écart et par secteurs, des évolutions notables sont toutefois constatées.

C'est ainsi que dans le secteur des « matériels de transport », l'appréciation de l'évolution des marges, déjà la plus positive en 2017, s'est encore améliorée avec seulement moins de 2 entreprises sur 10 qui estiment avoir accusé une baisse dans ce domaine.

S'agissant des autres secteurs, seul celui des « autres produits industriels » conserve une majorité d'entreprises interrogées mettant en avant une trajectoire positive en matière d'évolution de marges d'exploitation.

### Prévisions d'évolution de la rentabilité d'exploitation en 2019

(en soldes d'opinion bruts redressés par les effectifs ACOSS - URSSAF 2017)



En dépit de la suppression programmée du CICE, les chefs d'entreprise interrogés sont optimistes puisque qu'ils sont une très large majorité à estimer que le niveau moyen de la rentabilité d'exploitation dans l'industrie s'améliorera en 2019.

Le secteur des « matériels de transport » resterait le mieux loti en termes d'évolution des marges.

Le principal retournement de tendance s'opérerait dans le secteur des « équipements électriques » où les industriels prévoyant une baisse font désormais figure d'exception (1 sur 10 simplement).

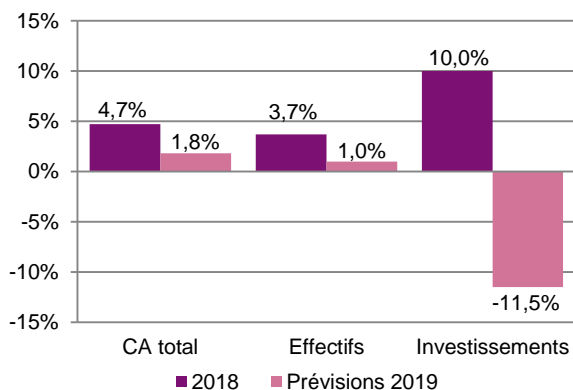
Une amélioration serait également perceptible au sein des « autres produits industriels ».

Enfin, les entreprises des « industries alimentaires » prévoyant une contraction de leur rentabilité d'exploitation seraient nettement moins nombreuses, traduisant en cela des possibilités de répercussion des hausses des matières premières sur les prix de vente qui ont fait défaut en 2018.

## Transports

### Évolution du chiffre d'affaires, des effectifs et des investissements

(variation redressée par les effectifs ACOSS - URSSAF 2017)



Après une année 2017 de forte croissance d'activité, les CA ont encore progressé en 2018 grâce à une demande interne dynamique. Ces évolutions positives ont été renforcées par un prix du carburant en hausse très sensible sur la majeure partie de l'année.

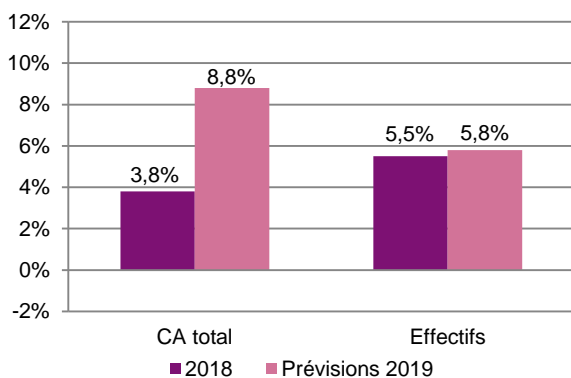
Malgré les difficultés de recrutement, l'effectif s'est accru via un fort recours à l'intérim. Après une année de pause, les investissements sont repartis à la hausse à un niveau voisin de celui observé en 2016.

Pour 2019, les prévisions de CA restent prudentes, en deçà de celles de l'an passé à pareille époque. L'activité resterait positivement orientée dans un contexte de fort recul du prix du pétrole intervenu à partir d'octobre 2018. L'effectif progresserait faiblement. Les marges se sont améliorées en 2018, cette tendance perdurerait sur l'année à venir.

## Activités informatiques

### Évolution du chiffre d'affaires et des effectifs

(variation redressée par les effectifs ACOSS - URSSAF 2017)



La croissance qui était vive depuis plusieurs années a été moins dynamique en 2018, alors que les prévisions tablaient sur une nouvelle accélération de l'activité.

Les difficultés de recrutement très fortes dans ce secteur, particulièrement pour l'intérim, ont pu, ici où là, freiner les développements envisagés. En effet le besoin de collaborateurs exprimé en début d'année n'a été couvert que très partiellement. Du fait de la forte demande, le secteur a pu accroître ses marges en 2018.

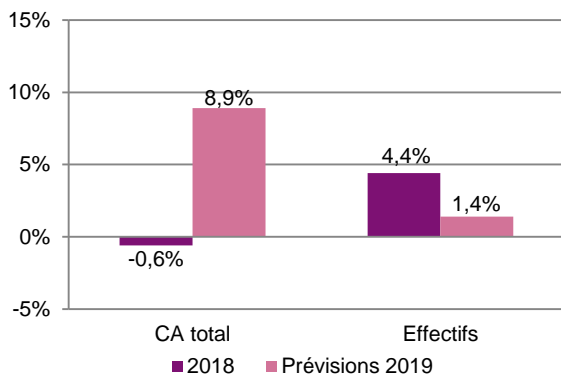
Les besoins de digitalisation sont considérables dans les secteurs privés et publics, dans ce contexte, les prévisions restent très optimistes pour la période à venir. De nouveaux recrutements seront nécessaires.



## Ingénierie, études techniques

### Évolution du chiffre d'affaires et des effectifs

(variation redressée par les effectifs ACOSS - URSSAF 2017)



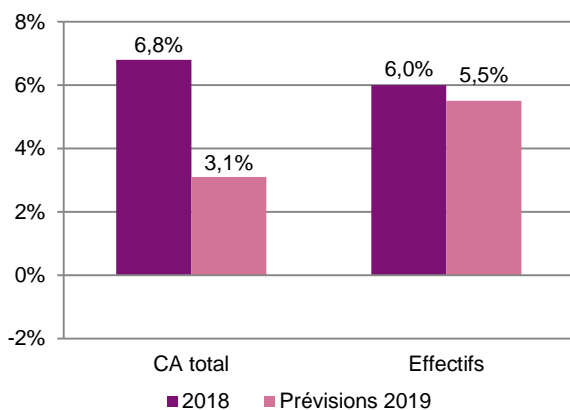
Après une année 2017 où la croissance d'activité avait été négative, les professionnels anticipaient une vive reprise en 2018. Au final les CA se sont à peine maintenus. Grâce à la dynamique de l'intérim, les recrutements sont en hausse sensible.

Les dirigeants restent très positifs, le secteur espère accélérer son activité en 2019 et accroître son potentiel par de nouveaux recrutements.

## Activités de supports aux entreprises

### Évolution du chiffre d'affaires et des effectifs

(variation redressée par les effectifs ACOSS - URSSAF 2017)

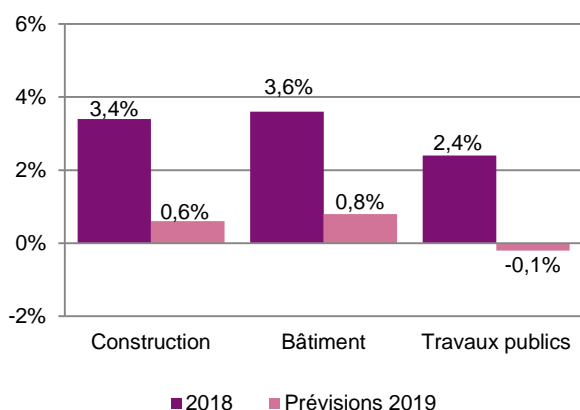


La progression d'activité était attendue en hausse, elle a été nettement plus forte que prévue. La croissance des effectifs a été de la même façon plus dynamique qu'anticipé en début d'année avec une très forte hausse de l'intérim.

Les prévisions, positives, sont plus prudentes que l'an passé. Les besoins de recrutement s'inscriraient à la hausse.

Évolution de la production dans la CONSTRUCTION

(variation redressée par les effectifs ACOSS - URSSAF 2017)



Le net redressement observé en 2017 dans la construction a été suivi d'une nouvelle croissance de l'activité en 2018. Cette évolution a été observée aussi bien dans le bâtiment, particulièrement dans le gros œuvre, que dans les travaux publics. La Bretagne fait partie des régions dynamiques.

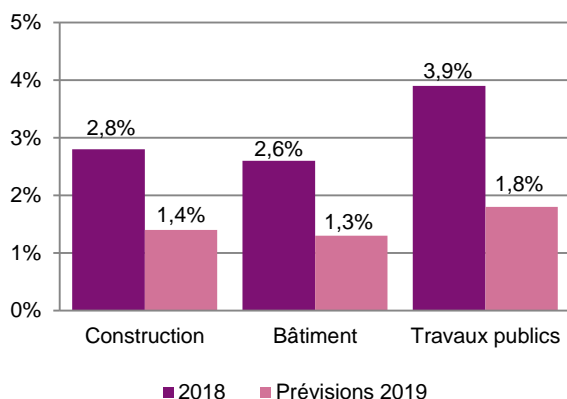
Fin 2018 les carnets de commandes sont favorablement orientés. Si les marges n'ont guère évoluées en 2018, elles devraient progresser nettement l'an prochain, grâce à la meilleure valorisation des devis.

Si les évolutions prévues sont contrastées selon les zones analysées, les prévisions font état d'une stabilisation de la construction en 2019. Du fait de la légère contraction des autorisations de mises en chantier, le gros œuvre ralentirait légèrement, alors que le second œuvre poursuivrait une croissance de moindre ampleur.

La production des travaux publics se maintiendrait grâce à une demande soutenue émanant des collectivités avant les prochaines échéances électorales.

Évolution des effectifs dans la CONSTRUCTION

(variation redressée par les effectifs ACOSS - URSSAF 2017)



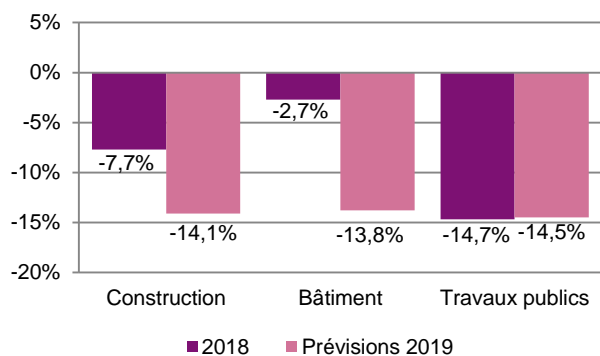
En dépit des difficultés de recrutement, les réalisations ont été supérieures aux prévisions faites en début d'année, particulièrement dans les travaux publics et le gros œuvre.

La demande d'intérimaires a été particulièrement significative dans le gros œuvre.

Un renforcement de plus faible ampleur est attendu dans tous les secteurs pour 2019.

Évolution des investissements dans la CONSTRUCTION

(variation redressée par les effectifs ACOSS - URSSAF 2017)



Les dirigeants sont attentistes à moyen terme, la contraction des investissements observée en 2018, devrait se poursuivre en 2019 dans tous les secteurs.

Il convient cependant de préciser que le secteur des travaux publics avait beaucoup investi en 2016 et que c'est, assez logiquement, pour ces entreprises que l'on observe la contraction la plus marquée.

Les unités de la Banque de France en Bretagne effectuent chaque année, à partir de la mi-décembre et en janvier de l'année qui suit, une enquête auprès des entreprises industrielles, du bâtiment et des travaux publics et de certains secteurs des services marchands aux entreprises. Cette étude, au travers de l'évolution de leur chiffre d'affaires, de leurs exportations, de leurs effectifs, de leur rentabilité et de leur politique d'investissement, permet de dresser un premier bilan de l'exercice passé sans attendre l'arrêté des comptes et de tracer les perspectives pour l'année en cours. Collectées dès le début de l'année, les données recueillies comportent naturellement une part d'estimation : elles doivent donc être interprétées avec prudence, particulièrement en ce qui concerne les projets d'investissement.

L'échantillon d'entreprises ou d'établissements secondaires est constitué sur la base des seuils minimums de recensement suivants :

- industrie : 40 salariés,
- construction : 10 salariés,
- transports : 20 salariés,
- activités de nettoyage : 20 salariés,
- activités informatiques et ingénierie, analyses techniques : pas de seuil.

Les résultats de cette enquête sont exprimés en données redressées par les effectifs « ACOSS-URSSAF » pour prendre en compte à chaque niveau d'agrégation le poids réel de chaque secteur économique.

**1 368** entreprises ou établissements secondaires ont répondu cette année à notre enquête, représentant un peu plus de **144 000 salariés**. Comparée aux chiffres 2017 fournis par «ACOSS-URSSAF», la représentativité globale de cet échantillon, au-dessus de 50 % des effectifs salariés de la région pour l'ensemble des secteurs considérés (Cf. tableau ci-dessous), apparaît suffisante pour mettre en évidence les principales tendances qui ont caractérisé l'évolution de l'économie régionale en 2018.

### Représentativité

SECTEURS		Effectifs salariés estimés au 31.12.2017 (ACOSS-URSSAF)	Effectifs concernés par l'enquête	Taux de couverture estimé (en pourcentage)
INTITULÉS NA 2008	TERMINOLOGIE utilisée dans l'étude			
<b>INDUSTRIE</b>		145 238	<b>90 979</b>	<b>62.6</b>
- Fabrication de denrées alimentaires et de boissons	- Industries alimentaires	54 573	41 582	76.2
- Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques et autres machines	- Équipements électriques	18 123	9 561	52.8
- Fabrication de matériels de transport	- Matériels de Transport	12 579	10 831	86.1
- Fabrication d'autres Produits industriels	- Autres produits industriels	59 963	29 005	48.4
<b>CONSTRUCTION</b>	- Bâtiment et travaux publics	68 395	<b>22 581</b>	<b>33.0</b>
<b>SERVICES MARCHANDS</b>		70 061	<b>30 613</b>	<b>43.7</b>
- Transports et entreposage	- Transports	26 753	14 019	52.4
- Informatique et services d'information	- Activités informatiques	16 353	4 831	29.5
- Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques	- Ingénierie, études techniques	8 615	3 128	36.3
- Activités de services administratifs et de soutien	- Activités de supports aux entreprises	18 340	7 676	41.9
<b>ENSEMBLE.....</b>	.....	283 694	<b>144 173</b>	<b>50.8</b>

Retrouvez LA CONJONCTURE EN RÉGION, TENDANCES RÉGIONALES  
sur le site Internet de la Banque de France

[www.banque-france.fr](http://www.banque-france.fr) - Rubrique "Statistiques"

Si vous souhaitez être averti de la mise en ligne mensuelle de notre publication par l'envoi d'un message électronique, nous vous remercions de nous envoyer un courriel à l'adresse suivante :

**0682-EMC-UT@banque-france.fr**

en précisant votre nom, la dénomination et l'adresse de votre entreprise.

« Aucune représentation ou reproduction, même partielle, autre que celles prévues à l'article L 122-5 2° et 3° a du Code de la propriété intellectuelle ne peut être faite de la présente publication sans l'autorisation expresse de la Banque de France ou, le cas échéant, sans le respect des modalités prévues à l'article L 122-10 dudit code. »  
Copyright - Banque de France - 2008 - Tous droits réservés -

ISSN 2268 - 2937 -